

Mardi,  
30 janvier 2007

8) **5668** - Proposition de loi modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée

Dépôt: Madame Anne Brasseur, le 22.01.2007

9) **5669** - Proposition de loi modifiant l'article 35 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Dépôt: Madame Anne Brasseur, le 22.01.2007

10) **5671** - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: Monsieur Gast Gibéryen, le 22.01.2007

11) **5670** - Projet de loi modifiant la loi du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des Douanes et Accises (modifiée)

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 23.01.2007

3. Par lettre du 6 décembre 2006 Monsieur Gast Gibéryen a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet des corps des sapeurs-pompiers: Analyse de la situation actuelle et des défis majeurs résultant d'un environnement économique et social en mutation. Ébauche des initiatives politiques et législatives qui s'imposent.

4. En date du 9 janvier 2007, des utilisateurs du CR101 ont remis la pétition N°275 relative aux conditions de sécurité sur le CR101 menant de Mamer à Mersch.

En date du 15 janvier 2007 l'Association «Mënsche mat Muppen» a remis la pétition N°276 contre le projet de loi relatif aux chiens.

5. «Il faut mobiliser davantage nos Parlements, les inviter à suivre de très près ce que font nos Gouvernements qui sont les acteurs essentiels, tant au niveau de l'OTAN que de l'Union européenne.

Nous sommes là investis aussi en tant qu'Assemblée d'un double rôle de contrôle et d'impulsion politique. Le contrôle, nous l'avons fait. Soyons vigilants et faisons de l'impulsion politique notre véritable vocation pour tabler sur les progrès réels dans un avenir proche.» Avec ces mots Monsieur Charles Goerens a terminé la discussion de son rapport sur «L'OTAN: transformation et partenariat stratégique avec l'Union européenne - réponse au rapport annuel du Conseil».

Les points principaux de ce rapport ont été:

1) Le sommet de Riga sur l'OTAN en novembre dernier, où a été discutée, entre autres, la situation en Afghanistan. En effet, une large partie de la population n'est pas prête à s'adapter aux exigences d'une société occidentalisée. Et il a précisé: «Il y va de la construction d'un État, de la stabilisation d'un pays, des avancées du rôle de la femme, de l'application d'un minimum des droits de l'Homme, de la personne humaine en général et de la femme en particulier. Il y va de la crédibilité de l'OTAN.»;

2) l'évolution de la PESD ainsi que l'affirmation de l'émancipation de l'indépendance et de l'autonomie de la responsabilité européenne;

3) les conséquences d'une nouvelle OTAN et d'une nouvelle UE;

4) les conséquences du changement de l'environnement sécuritaire dans le monde après le 11 septembre 2001;

5) l'importance capitale des liens entre la sécurité et vice-versa et

6) la pertinence du concept de la responsabilité de protéger.

À la deuxième partie de la 52<sup>e</sup> session de l'Assemblée le l'Union de l'Europe Occidentale qui a eu lieu à Paris du 18 au 20 décembre 2006, le Luxembourg a été représenté par le Président de la délégation, Monsieur le Député Marcel Glesener, et par Monsieur le Député Charles Goerens, membre effectif, ainsi que par Monsieur le Député Norbert Hauptert, membre suppléant; Mesdames les Députés Lydie Err et Anne Brasseur ainsi que Monsieur le Député Jean Huss, Membres, s'étant excusés.

Lors de cette deuxième partie de session on a procédé pour la 53<sup>e</sup> session, qui a débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2007, à la réélection de Monsieur Jean-Pierre Masseret comme Président de l'Assemblée ainsi que de Monsieur Marcel Glesener comme premier Vice-Président. Madame Anne Brasseur a également été reconduite dans son mandat de Vice-Président de la Commission des Affaires budgétaires et de l'Administration.

Les principaux thèmes figurant à l'ordre du jour de la susdite session ont été:

- l'OTAN: transformation et partenariat stratégique avec l'Union européenne - réponse au rapport annuel du Conseil;

- le débat d'actualité de l'Assemblée: «Vers une situation durable pour le Moyen-Orient: un rôle pour l'Europe»;

- le projet de budget révisé de l'Assemblée pour 2007;

- les comptes relatifs aux dépenses de l'Assemblée pour 2005 - Rapport du Commissaire aux comptes et motion d'approbation des comptes définitifs pour l'année 2005;

- avis sur les budgets des organes ministériels de l'UEO pour 2006;

- sécurité et stabilité en Asie centrale;

- les forces terrestres européennes dans les opérations d'intervention extérieure;

- la coopération transatlantique dans le domaine aéronautique: l'avion de combat F-35 Lightning II (joint strike fighter);

- les opérations de l'Union européenne en République démocratique du Congo (RDC) - réponse au rapport annuel du Conseil;

- l'industrie aérospatiale en Ukraine - La coopération avec l'Europe;

- l'Assemblée de l'UEO: un outil pour les parlements nationaux et

- l'évolution de la perception du terrorisme par l'opinion publique et les médias.

En outre, l'assistance a pu suivre

au cours de la première séance de lundi:

- le discours de Monsieur Günter Gloser, Ministre délégué aux Affaires européennes, représentant la Présidence allemande de l'Union européenne et de l'Union de l'Europe Occidentale;

- le discours de Monsieur Pertti Torstila, Secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères de Finlande, représentant la Présidence finlandaise de l'Union européenne;

- la déclaration de Madame Nino Bourdjanadzé, Présidente du Parlement de Géorgie et

- la présentation du sommet tenu par l'OTAN à Riga par Monsieur Zoltan Nagy, chef de la Section Affaires OTAN multilatérales et régionales (Division Affaires politiques et politique de sécurité), siège de l'OTAN, Bruxelles, représentant le Secrétaire général de l'OTAN, Monsieur Jaap de Hoop Scheffer

et

au cours de la huitième séance de mercredi matin le discours

- de Monsieur André Flahaut, Ministre de la Défense nationale de Belgique, représentant la Présidence belge de l'UEO.

L'Assemblée a adopté lors des quatre séances de cette deuxième partie de sa 52<sup>e</sup> session deux directives, deux résolutions et dix recommandations au Conseil.

6. Par lettre du 21 décembre 2006 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Greffe de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 29 au 30 novembre 2006:

• position sur la proposition de règlement du Conseil relative à la conclusion de l'Accord de Partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République du Cap-Vert;

• résolution sur l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne;

• résolution sur l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne;

• résolution sur les progrès enregistrés par l'UE dans la création d'un Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice (ELSJ) (articles 2 et 39 du traité UE);

• résolution sur la situation des personnes handicapées dans l'Union européenne élargie: plan d'action européen 2006-2007;

• résolution sur «Passons à la vitesse supérieure: créer une Europe de l'esprit d'entreprise et de la croissance».

## 2. Départ en retraite de deux membres du Greffe

Ech wollt der Chamber matdeelen, dass zwou Dammen, déi beim Greffe vun der Chamber ugestallt waren, an hir wuelverdängte Pensioun gaange sinn. Et handelt sech dobäi ëm d'Madame Jeanne Thoss, déi zënter 1974 hiren Déngscht am Compte rendu verricht huet, an ëm d'Madame Josette Tock-Weyland, déi vun 1995 u während de Sitzungsperioden d'Cafeteria gefouert huet.

Am Numm vun der Chamber wëll ech deenen zwou Damme Merci soe fir hir Aarbecht a wënschen hinnen an Ärem Numm vill Gléck an hirem neie Liewensofschnëtt.

» **Plusieurs voix.**- Très bien!

» **Une voix.**- Bravo.

## 3. 5667 - Proposition de loi de M. Henri Grethen modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes;

## 5668 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée

et

## 5669 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant l'article 35 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

### Déclaration de recevabilité

» **M. le Président.**- D'Chamber ass operuff iwwert d'Recevabilitéit vun dräi Propositions de loi ze befanne bei deenen d'Präsidentekonferenz sech positiv geäussert huet. Dat sinn d'Propositions de loi, déi ech virdrun opgezielt hunn, vum honorabelen Här Grethen a vun der honorabelen Madame Anne Brasseur: déi eng iwwert d'Cour des Comptes, déi aner iwwert d'Wahlgesetz an nach eng iwwert d'Gesetz vum Referendum.

Ass d'Chamber domat averstanen déi Propositions de loi als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

## 4. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour ubelaangt huet d'Präsidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtten hu mer:

- fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung;

- dann en Ofkommen iwwert den internationalen Transport vu geféierleche Gidder. Bei dësem Projet de loi muss mat enger qualifizierter Majoritéit, nom Artikel 114 vun der Verfassung, ofgestëmmt ginn. De Vote par procuration ass net erlaabt;

- duerno hu mer e Projet, wou et sech ëm eng Ëmsetzung vun europäeschen Direktiven iwwert d'Inzidenz vu verschiddene Projeten op d'Ëmwelt handelt

- a schlussendlech fir haut de Mëtten eng Ofännerung vun der Konventioun vun Espoo.

Muer sti folgend Punkten um Ordre du jour:

- d'Interpellatioun vum Här Carlo Wagner iwwert d'Entwécklung vum Secteur viti-vinicole

- an de Projet de loi 5612 iwwert d'Berufschamberen.

Iwwermuer evakuéiert d'Regierung:

- d'Interpellatioun vum Här Claude Adam iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg;

- dann hu mer de Projet de loi 5614 iwwert d'Renovéierung vun der Fondation Pescatore

- an uschléissend nach d'Naturalisatiounen.

Wat elo den Ordre du jour vu muer de Mëtten ubelaangt ass et esou, dass den zoustänneg Minister bei dem Projet 5612 iwwert d'Berufschamberen, den Här Wiseler, contrainnant Terminer huet an dofir stellt d'Fro sech, vu datt et e Projet ass, deen nëmme ganz kuerz Zäit an Usproch hält - ech denken, dass mer an enger Véirelstonn dee Projet kënnten iwwert d'Bühn kréien -, ob een deen, wann den Här Wagner d'accord wär, da géinge mer dee Projet um hallwer dräi un d'Rei huelen. Deen ass virun dräi Auer faerdeg an da kéimt Dir duerno mat Ärer Interpellatioun drun?

» **M. Carlo Wagner (DP).**- Kee Problem, Här President.

» **M. le Président.**- Ech soen dem Här Wagner Merci fir seng Kulanz vis-à-vis vun de Contrainté vun der Regierung. Da maahe mer dat muer de Mëtten esou.

Ass d'Chamber mat deem esou ëmgeänerten Ordre du jour d'accord?

» **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Selbstverständlich.

(Assentiment)

» **M. le Président.**- Merci, Här Gibéryen. Dann ass et esou décidéiert.

Elo hu verschidde Leit mech d'Wuert gefrot. Den honorabelen Här Meyers.

## 5. Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution

» **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn am Juli am Numm vun der Verfassungskommissioun eng Ofännerung vum Artikel 10 proposéiert, déi virgesäit, dass den Artikel 10 vun der Verfassung soll ofgeschaf ginn. Deen Artikel gesäit vir, dass d'Naturalisatiounen duerch d'Chamber gemaach ginn. An deem neie Gesetz iwwert d'Nationalitéit soll dat awer geschéien iwwer e Verwaltungswee, wat eng zousätzlech juristesche Sécritéit och fir d'Demandeure vun der Nationalitéit mat sech bréngt, do-duerch, dass se Recours maache kënnen.

Elo gesäit awer den Artikel 9 vun der Verfassung vir, dass déi Recoursé beim Tribunal civil gemaach ginn. Mir sinn awer der Meinung, souwuel d'Verfassungskommissioun wéi och déi juristesche Commissioun, dass et besser ass déi Recoursé beim Verwaltungsgericht ze maachen. Dofir muss also och den Artikel 9 vun der Verfassung ofgeännert ginn, an ech kann am Numm vun der Verfassungskommissioun hei eng Proposition de loi an deem Sënn deponéieren.

- Proposition de révision N°5672 de l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup> de la Constitution

» **Une voix.**- Très bien.

» **M. le Président.**- Merci, Här Meyers. Déi Proposition de loi gëtt un déi zoustänneg Chamberskommissioun verwisen, no-deems datt se vun der Präsidentekonferenz begutacht ginn ass an hir Recevabilitéit festgestallt ginn ass.

Den Här Bodry.

» **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och eng Proposition de loi hei deponéieren am Numm vun der Commissioun vun den Institutionen a vun der Verfassungsrevi-sioun.

Et handelt sech ëm d'Schafung vun engem neien Artikel 32bis an eiser Verfassung. Dee géing politesch Parteien an de Verfassungstext verankeren. Dat sinn Diskussiounen, déi eigentlech zënter laange Joren a besonnesch zënter 2001 ganz intensiv gefouert gi sinn a wou mer eis an der zoustänneger Commissioun op en Text gëeenegt hunn. Ech géinge also da proposéieren, dass am Numm vun där Commissioun en neien Artikel 32bis géinge erakommen an de Kapitel iwwert d'Puissance souveraine an eiser Verfassung, mat folgendem Wuertlaut: «Les partis politiques concourent à la formation de la volonté populaire et à l'expression du suffrage universel. Ils expriment le pluralisme démocratique.»

- Proposition de révision N°5673 portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution

» **Une voix.**- Très bien.

» **M. le Président.**- Merci, Här Bodry. Och do gëtt d'Recevabilitéit gepréift an da geet d'Proposition de révision un déi zoustänneg Chamberskommissioun.

Den Här Marcel Oberweis huet d'Wuert gefrot.

## 6. Dépôt d'une motion par M. Marcel Oberweis

**M. Marcel Oberweis (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst